



Elections européennes : la filière a besoin de soutien et de visibilité

Depuis quelques mois, difficile de parler d'Europe sans parler de nos volailles tant l'une d'entre elle, le poulet, est souvent citée en exemple pour illustrer des logiques contradictoires qui ont cours à Bruxelles. D'un côté, le sentiment d'assister à une course à toujours plus d'accords de libre-échange, dans lesquels le poulet et d'autres produits d'élevages font figure de monnaie d'échange et de l'autre, le constat d'un renforcement (en cours ou à venir) des règles sur les moyens de production : directive IED, bien-être animal, etc.

En soit, nous l'avons déjà dit, le renforcement des règles ne pose pas un problème de principe mais quand ces mêmes règles ne sont pas imposées aux produits importés dont les volumes sont en constante augmentation où qu'elles sont surtransposées en France, c'est tout simplement inacceptable et incompréhensible. Les candidats aux élections européennes ont semble-t-il tous compris le message. Quid de la mise en œuvre, par la suite, de leur proposition, sur un sujet si complexe ? Comment combiner une volonté européenne d'élargir ses champs d'exportation tout en protégeant ses filières les plus sensibles ?

A une semaine des élections, il nous paraît important de rappeler notre attachement à l'Europe et au rôle qu'elle doit retrouver en matière de puissance agricole en défendant ses modèles d'agriculture singuliers, très majoritairement basés sur des exploitations familiales.

Nous souhaitons bien sûr une Europe qui facilite le commerce, nous avons, à ce titre, toujours des attentes sur certains marchés à l'export, bloqués à cause de la vaccination IAHP.

Mais nous souhaitons aussi une Europe qui protège nos productions et qui les valorise. Alors oui, cela passe clairement par l'exclusion de la viande de poulet des futurs accords de libre-échange car le tribut déjà supporté est trop important.

L'Europe doit aussi aller plus loin sur la transparence à donner au consommateur en matière d'origine en rendant une bonne fois pour toute l'étiquetage de l'origine obligatoire sur l'ensemble des produits et des débouchés.

Enfin, si l'Europe veut pouvoir améliorer sa souveraineté alimentaire tout en assurant la transition vers une agriculture moins carbonée, elle doit investir et faire investir massivement dans les futures générations d'éleveurs, en intensifiant son accompagnement des installations de jeunes agriculteurs et en instaurant un environnement plus favorable au développement d'un élevage familial, performant, et proche des consommateurs.

Réchauffement climatique, guerre en Ukraine, pouvoir d'achat, les défis qui attendent la prochaine mandature sont colossaux mais nous comptons sur elle pour mettre en œuvre les trois priorités que nous venons d'énoncer.

Les Présidents d'ANVOL, du CICAR, du CIDEF, du CIP, du CIPC et du SYNALAF





GRAND ORAL AGRICOLE DU 28 MAI 2024

Des candidats des 7 listes aux élections européennes du 9 juin prochain se sont succédés, le 28 mai dernier, pour répondre aux questions de Nicole Ouvrard (journaliste) et François Purseigle (Sociologue) et des participants.

Cet évènement était organisé par le groupe Réussi-AGRA, la FNSEA, LCA et les Chambres d'Agriculture. Voici quelques propositions et positions, pour chaque candidat, issus de ces entretiens :

RECONQUÊTE - OLIVIER CLELAND

- La France a une place à part en Europe sur le dossier agriculture.
- Accords de libre-échange : il faut prendre des décisions au cas par cas.
- Il faut arrêter de parler de dérèglement climatique mais plutôt d'aléas climatiques.
- Il faut redonner de la liberté aux agriculteurs. L'Europe a fait le contraire et nous a emmener dans un enfer agricole.
- Il faut supprimer les droits de succession sur la transmission des exploitations agricoles.
- Il faut revoir la fiscalité du travail pour donner la capacité à un employeur de donner un salaire plus attrayant aux français et diminuer le travail détaché.



RENAISSANCE / HORIZON / MODEM - BESOIN D'EUROPE - JÉRÉMY DECERLE



- La souveraineté reste la priorité
- Il faudra être plus pragmatique dans les programmes agricoles et l'équilibre agriculture/environnement dans les années à venir
- Il faut continuer de privilégier les aides à l'actif mais pas de définition européenne.
- Dans Farm to Fork il y a des choses utiles pour l'agriculture, il ne faut pas tout jeter.
- La question démographique doit redevenir un sujet central : sans la nouvelle génération, on ne parviendra pas à répondre aux enjeux climatiques, etc...
- Accords de libre-échange : Il faut avancer sur la réciprocité et les clauses miroirs.
- Il faut aussi réfléchir à la manière dont on peut utiliser les impacts positifs des accords sur certaines productions pour minimiser l'impacts négatifs sur d'autres productions.

PARTI SOCIALISTE - PLACE PUBLIQUE - RÉVEILLER L'EUROPE - CHRISTOPHE CLERGEAU

- Pour une politique agricole et alimentaire.
- Il faut donc rompre avec la logique de libre-échange. Il faut aller vers le commerce équitable.
- L'Europe doit redevenir un continent producteur.
- Multiplication par 4 le budget de la PAC pour répondre à tous les enjeux.
- Il faut travailler différemment entre les instances européennes pour être plus agiles et tenir compte des retours terrain notamment sur les questions environnementale et climatique.
- Pour un salaire minimum européen.
- Eliminer des aides à l'ha pour aller vers des aides à l'emploi et vers l'utilité écologique.
- Dégressivité des aides pour les réorienter vers les éleveurs, vers le bio, vers l'accompagnement à la réduction de l'utilisation des pesticides



LES RÉPUBLICAINS - MAÎTRISER NOTRE DESTIN - CÉLINE IMART



- Il faut réduire de 25 % le nombre de fonctionnaires européens
- Il faut sanctuariser le principe du bilan coût / avantage à 360 degrés et instaurer le principe de non-régression économique.
- Les réponses au dérèglement climatique doivent être avant tout technologiques.
- Le revenu des agriculteurs ne se résoudra pas avec des prix planchers, cela se résoudra avec la fiscalité.
- L'Europe doit promouvoir une communication positive sur l'agriculture.
- Pas opposés aux accords de libre-échange mais il faut des clauses miroirs concrètes et ne pas fragiliser des filières.

RASSEMBLEMENT NATIONAL - GILLES PENNELLE

- Pour la sortie de l'agriculture des accords de libre-échange.
- Arrêter l'éco-conditionnalité permanente
- Il faut punir les associations anti-agriculture
- Ne croit pas aux prix plancher
- Il faut être plus sévère avec la grande distribution
- RGA : défi essentiel. Il faut que le jeune soit sûr qu'il vive de son métier. Il faut une revalorisation de l'image du métier d'agriculteur.
- Propose une exonération des droits de succession et l'arrêt des contraintes sur la production pour rendre l'installation des jeunes plus attractive
- Il faut augmenter les revenus des agriculteurs ils pourront mieux payer leurs salariés, et favoriser un retour des jeunes français dans l'agriculture.



LA FRANCE INSOUmise - AURÉLIE TROUVE - MARINA MESURE (LA CANDIDATE)

- La souveraineté alimentaire, c'est faire en sorte que les pays puissent disposer de marges de manœuvre pour décider de la trajectoire de leur production intérieure.
- Favorable à un moratoire sur les négociations et sortie des accords de libre-échange
- Il faut revenir à des prix rémunérateurs.
- Instauration d'un prix plancher avec des contrôles supplémentaires aux frontières
- Il faut des aides PAC ciblées sur la transition écologique
- Il faut une définition de l'actif agricole + restreinte
- Plafonnement des aides
- Objectif : 100 % de Bio en 2050



LES VERTS - CLAUDE GRUFFAT



- Retour à une PAAC (Politique Agricole et Alimentaire Commune)
- Revenir vers la souveraineté alimentaire.
- Sortir des accords de libre-échange.
- Réduction des pesticides.
- Accompagner la transition des modèles.
- Il faut une PAC qui soutienne l'emploi plutôt que les ha.
- Pour le renforcement du green deal.
- On ne peut pas laisser le monde agricole se confronter à la société qui va les critiquer s'ils ne changent rien. Il faut donc accompagner sa transition.

Rendez-vous aux urnes !





EVALUATION DU BIEN-ÊTRE ANIMAL DANS NOS ÉLEVAGES DE DINDES :

Le 28 septembre 2023, la Commission Européenne (via Andrea Gavinelli de la Direction générale de la santé et de la sécurité alimentaire) a officiellement chargé l'EFSA d'émettre un avis scientifique sur le bien-être des dindes dans les élevages.



VISITES D'EXPERTS DE LA COMMISSION DU 21 AU 24 MAI 2024

Asier Pagazaurtundua, vétérinaire, auditeur de l'Office alimentaire vétérinaire de la Commission européenne, et Iria Nogueroles de la Fuente, auditrice externe de la Commission européenne étaient en France du 21 au 24 mai dernier afin de faire un état des lieux de nos pratiques de production.

Il a été rappelé que cette visite n'avait pas pour but de juger nos pratiques, ni de préconiser d'éventuelles mesures réglementaires. Les auditeurs souhaitaient avoir une vision du contexte général et découvrir le cadre réglementaire qui existe en France (par comparaison avec les autres pays européens). L'Italie et l'Allemagne ont également été auditée.



VISITES EN COUVOIR, EN ÉLEVAGE ET EN ABATTOIR



Les auditeurs ont eu l'opportunité de visiter un couvoir, un élevage de futur reproducteur, un élevage de reproducteurs, 3 élevages de dindes (à 4 semaines, à 8 semaines et à 18 semaines) et un abattoir.

A chaque étape de ces visites, des questions ont été posées sur nos pratiques et les mesures de bien-être animales mises en œuvre.

Notre organisation en filière (intégrée, flux tirée, OP), nos modes de production, la mixité de nos élevages et nos usages en termes de densité ont également été un sujet d'échange.



Les traitements de nos animaux (ejointage, époinçage dégriffage), nos paramètres d'élevage (température, hygrométrie, ventilation, CO2...), nos schéma lumineux, l'enrichissement de nos élevages les ont particulièrement intéressés.

Au niveau des abattoirs, les auditeurs se sont focalisés sur les critères de bien être évalués (griffures, gros doigts, bréchet), leur suivi et leur porté à connaissance dans un but d'amélioration.



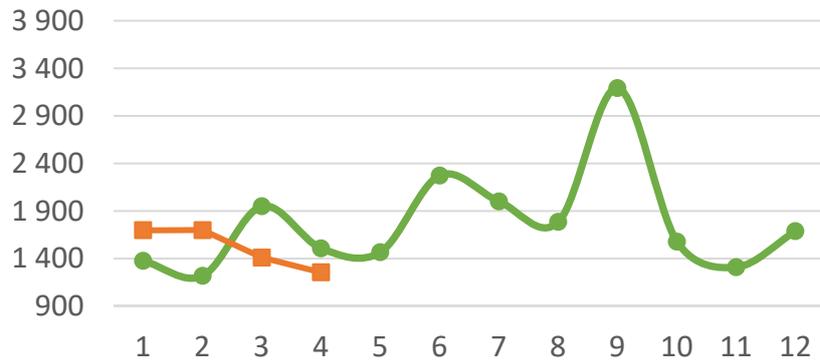
Un rapport d'audit nous sera transmis avant publication sur le site de l'EFSA.





MISE EN PLACE MENSUELLE (FR)

En milliers de têtes / mois – SNA



Avril 2024

-17,4%

A / A-1

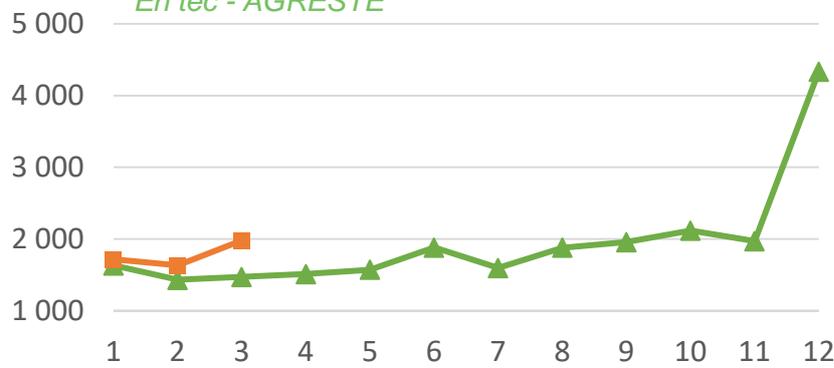
-0,9%

4 mois 2024 / 4 mois 2023

Pour le deuxième mois consécutif, les MEP de pintadeaux en avril sont à la baisse par rapport à 2023 (-264 000 pintadeaux en avril 24/avril 23). Cumulées sur les 4 premiers mois de l'année, les mises en place de pintadeaux LR diminuent de 2%

ABATTAGES CONTRÔLÉS

En tec - AGRESTE



Mars 2024

+44,8%

A / A-1

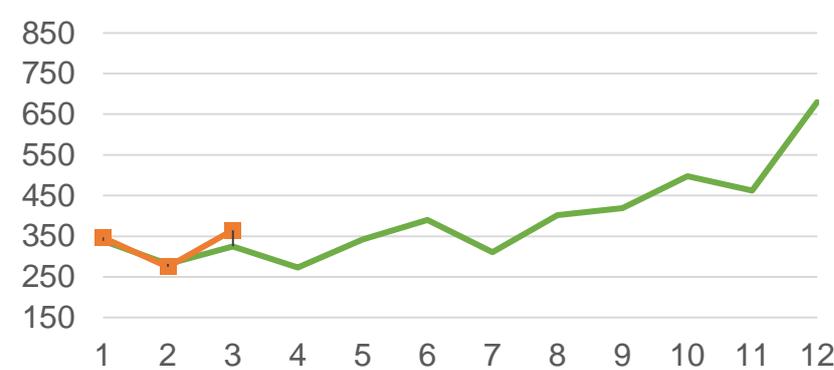
+23,2%

3 mois 2024 / 3 mois 2023

Au premier trimestre 2024 les volumes abattus sont en hausse de 1002 t. par rapport à la même période 2023. Par rapport au premier trimestre 2019 le déficit atteint plus de 1 783t. (-25,1%).

EXPORTATIONS

En tec - DOUANES



Mars 2024

+12,3%

A / A-1

+4,3%

3 mois 2024 / 3 mois 2023

Si vers les Pays-tiers, les exportations sont tirées par celles du Royaume-Uni (+ 24% au 1^{er} trim24/1^{er} trim23), sur l'Europe, c'est la Belgique qui revient aux achats avec +30% en mars et +13% au 1^{er} trim24/1^{er} trim23 et les Pays-Bas avec respectivement +21% et +30%. Par contre l'Allemagne, les volumes exportés baissent de 30% au 1^{er} trim24/1^{er} trim23 .

STOCKS

En tonnes produits finis - AGRESTE



Mars 2024

+56,1%

A / A-1

+3,2%

Mars 2024 / Février 2024

Peu d'évolution des stocks de pintade sur les trois premiers mois de l'année par rapport à la fin de l'année 2023, tant en volume (+0,4%) que dans leur nature puisqu'ils sont toujours composés au deux tiers de découpes de pintade.

▲ = Année 2023 ■ = Année 2024





MISE EN PLACE HEBDOMADAIRE

En milliers de têtes - CIDEF



Avril 2024

- 10,4 %
A / A-1

+ 1,0 %
cumul 52 sem

Les mises en place globales s'élèvent à 548 milliers de têtes par semaine.

En cumul 4 mois par rapport à 2023, les mises en place augmentent de 1,4%, les exportations sont stables à +0,3% pour les OAC et diminuent de -17,2% pour les dindonneaux.

POIDS MOYENS À L'ABATTAGE

En Kg / tête – Découpe (hors Baby) - CIDEF



Mars 2024

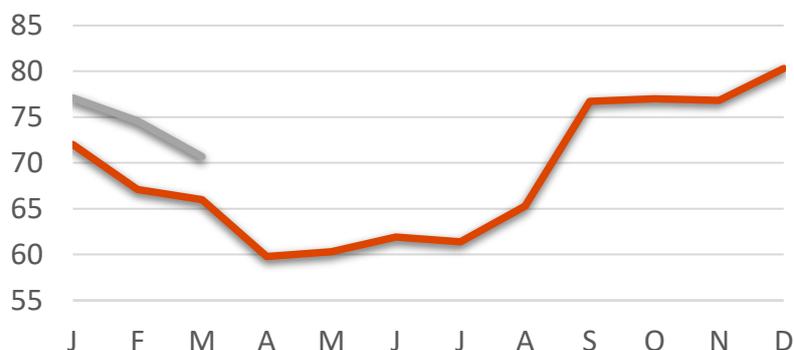
+ 0,5 %
A / A-1

+ 0,8 %
M / M-1

Le poids moyen à l'abattage est reparti à la hausse depuis l'été dernier. Malgré une légère baisse en février 2024, il se maintient au-dessus des 12,4kg / tête.

ABATTAGE DINDES

Indice - Base 100 = Janvier 2018 - CIDEF



Mars 2024

+ 7,1 %
A / A-1

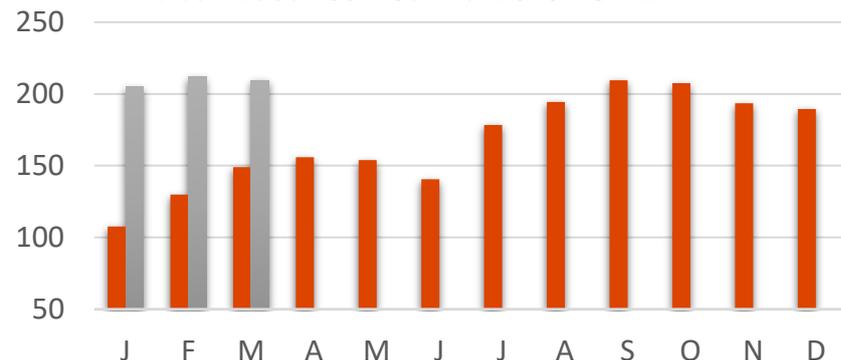
+ 2,1 %
cumul 12 M

En cumul 12 mois les abattages sont en légère croissance à +2,1%.

Les stocks importants en rouge et en blanc laissent penser que la production va diminuer sur les mois à venir.

STOCK DE VIANDE DE DINDE

Indice - Base 100 = Janvier 2018 - CIDEF



Mars 2024

+ 40,6 %
A / A-1

- 1,0 %
M / M-1

Les stocks de viande (entier et découpe) se maintiennent à un niveau élevé ce 1er trimestre. Ils sont 2 fois plus important en 2024 qu'en 2023. La hausse concerne aussi bien le blanc que le rouge.

— = année 2023

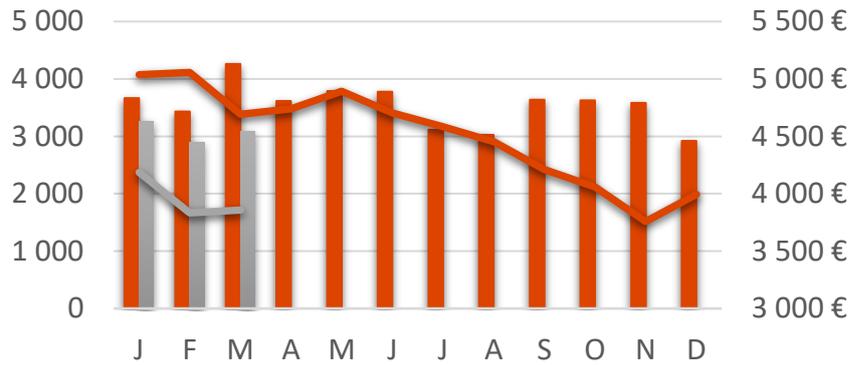
— = année 2024





IMPORTATION UE

en tonnes et en prix moyen - DOUANES



Mars 2024

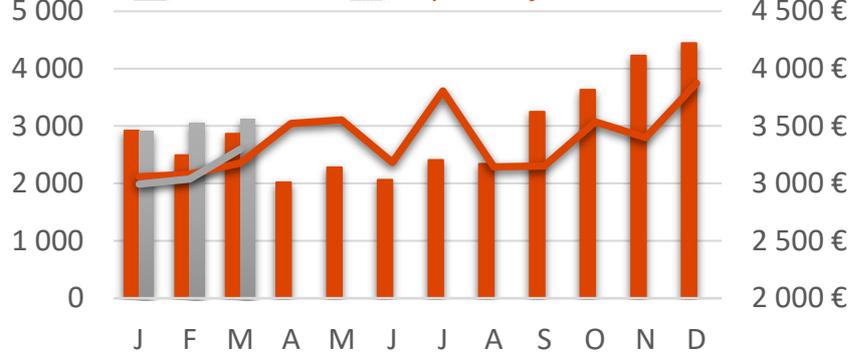
- 27,4 % (T)
A / A-1

- 7,4 % (T)
Cumul 12 M

9 261 tonnes de dindes ont été importées sur les 3 premiers mois de l'année 2024, (- 2 099 tonnes comparé à 2023), avec une valeur moyenne de 3 959 € la tonne (- 969€ à date par rapport à 2023).

EXPORTATION UE

en tonnes et en prix moyen - DOUANES



Mars 2024

+ 9,1 % (T)
A / A-1

- 9,7 % (T)
Cumul 12 M

9 091 tonnes de dindes ont été exportées sur les 3 premiers mois de l'année 2024, (+ 820 tonnes comparé à 2023), avec une valeur moyenne de 3 110€ la tonne (+6€ à date par rapport à 2023).

CONSOMMATION DES MÉNAGES

Indice - Base 100 = Janvier 2018 - KANTAR FAM



Mars 2024

+ 15,2 %
A / A-1

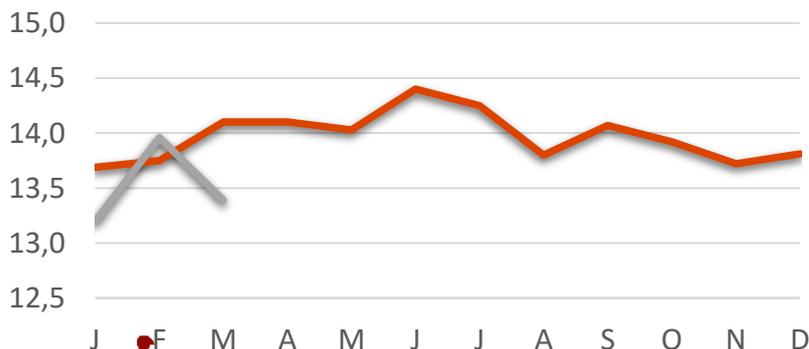
+ 3,0 %
Cumul 12 M

On note un léger rebond de la consommation de dinde en GMS en ce début d'année. En cumul 12 mois, elle se maintient en hausse à +3,0%.

Source Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

CONSOMMATION DES MÉNAGES

Prix moyen Escalope de dinde en € / kg - KANTAR FAM



Mars 2024

- 4,8 %
A / A-1

+ 4,9 %
Cumul 12 M

Avec un prix de l'escalope à 13,39€/kg en mars 2024, le prix moyen de l'escalope a augmenté de 4,9% en un an.

Source Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

— = année 2023 — = année 2024



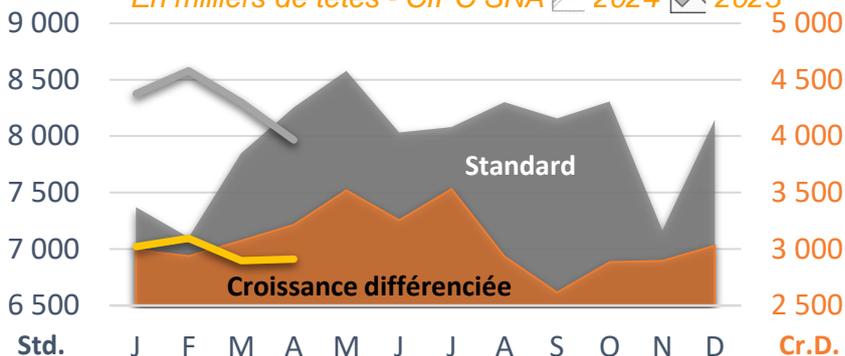


CHIFFRES FILIÈRE POULET



MISE EN PLACE HEBDOMADAIRE

En milliers de têtes - CIPC SNA 2024 2023



Avril 2024

- 5,2 %
A / A-1

- 2,8 %
M / M-1

Les mises en place s'élèvent à 10,9 millions de têtes par semaine dont 8,0 millions en standard et 2,9 millions en croissance différenciée (incluant le CCP, l'ECC, l'Agriculture Biologique, le Label Rouge et le Fermier)

ABATTAGE STANDARD ET CERTIFIES

Indice - base 100 = Janvier 2018 - CIPC



Avril 2024

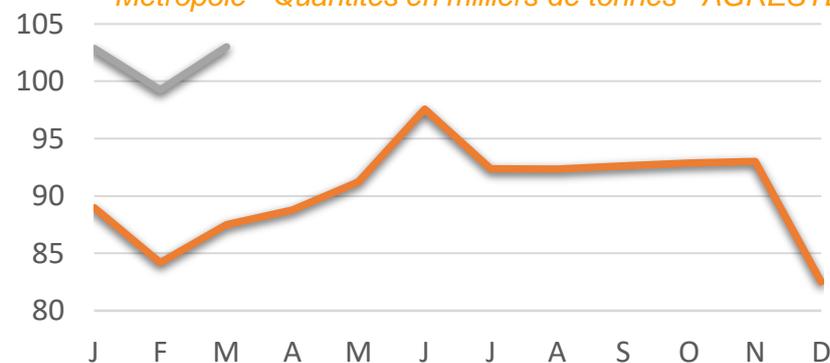
+ 1,7 %
A / A-1

+ 7,9 %
Cumul 12 M

Les abattages de poulets standards et certifiés se maintiennent à la hausse depuis quelques mois. En cumul 12 mois ils approchent des 8%.

ABATTAGE POULETS DE CHAIR

Métropole - Quantités en milliers de tonnes - AGRESTE



Mars 2024

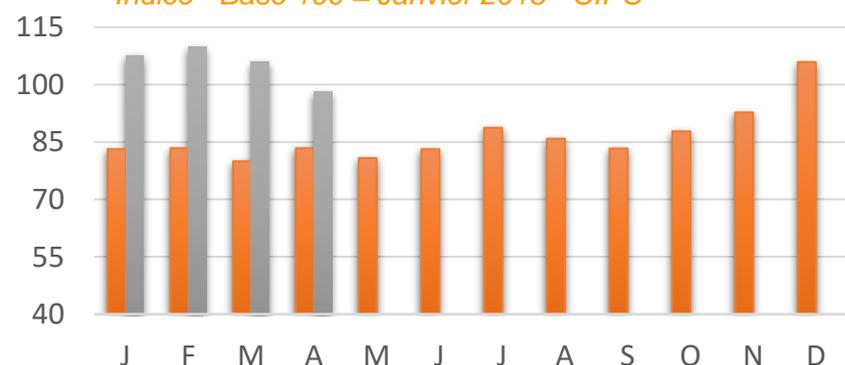
+ 17,7 %
A / A-1

+ 7,5 %
Cumul 12 M

L'augmentation des abattages en janvier 2024 ramène la production en cumul 12 mois à +7,5%. Les stocks se réduisent dans le même.

STOCK DE VIANDE DE POULET

Indice - Base 100 = Janvier 2018 - CIPC



Avril 2024

+ 43,4 %
A / A-1

- 7,3 %
M / M-1

Les stocks dépassent les niveaux de 2023 qui eux même dépassaient les niveaux 2022, mais on ressent un début de fléchissement depuis le mois de mars 2024.

= année 2023

= année 2024





CHIFFRES FILIÈRE POULET



IMPORTATION UE

en tonnes et en prix moyen - DOUANES



Mars 2024

- 7,1 % (T)
A / A-1

+ 3,5 % (T)
Cumul 12 M

159 109 tonnes de poulets ont été importées sur les 3 premiers mois de l'année 2024, (+ 3 374 tonnes comparé à 2023) pour une valorisation moyenne de 3 260 € la tonne (- 182 € à date par rapport à 2023).

EXPORTATION UE

en tonnes et en prix moyen - DOUANES



Mars 2024

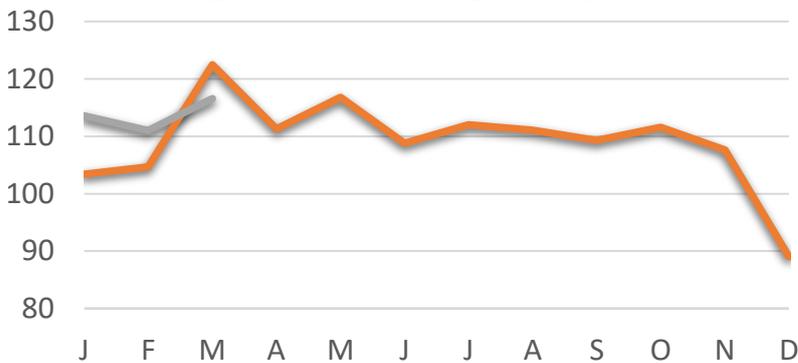
+ 23,1 % (T)
A / A-1

- 0,5 % (T)
Cumul 12 M

51 934 tonnes de poulets ont été exportées sur les 3 premiers mois de l'année 2024 (+ 8 824 tonnes comparé à 2023) pour une valorisation moyenne de 2 792 € la tonne (- 376€ à date par rapport à 2023).

CONSOMMATION DES MÉNAGES

Indice - Base 100 = Janvier 2018 - KANTAR FAM



Mars 2024

+ 1,6 %
A / A-1

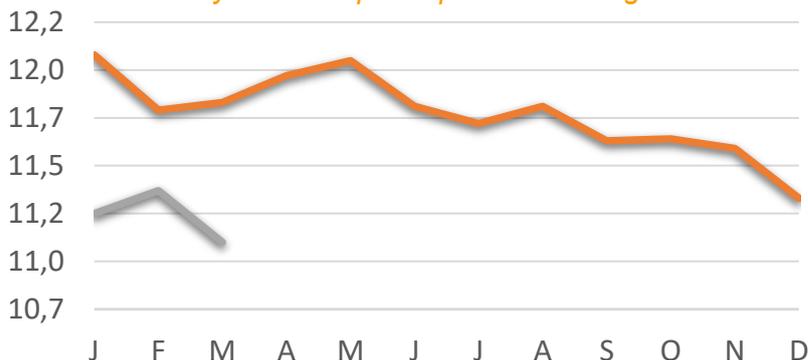
+ 7,2 %
Cumul 12 M

La consommation de poulet en GMS se maintient en hausse en ce début d'année. Elle a augmenté de près de 8% sur un an.

Source Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

CONSOMMATION DES MÉNAGES

Prix moyen Escalope de poulet en € / kg - KANTAR FAM



Mars 2024

- 6,1 %
A / A-1

- 0,6 %
Cumul 12 M

Le prix du poulet PAC en mars se fixe à 6,39€/kg. Le prix de l'escalope à 11,05 € et celui de la cuisse à 5,32 €.

Source Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

— = année 2023

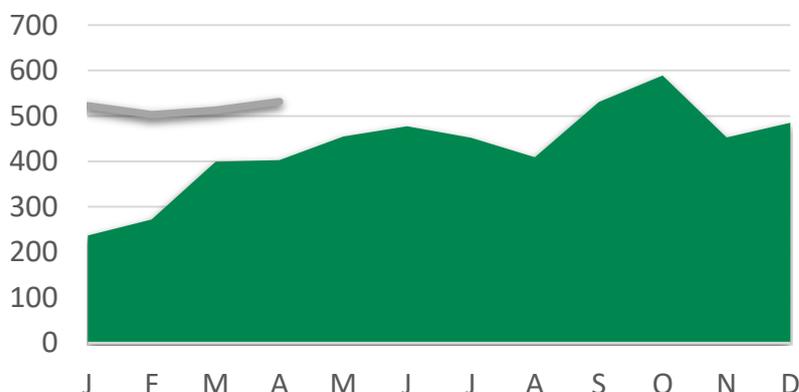
— = année 2024





MISE EN PLACE HEBDOMADAIRE

En milliers de têtes / semaine – CICAR



Avril 2024

+ 32,1 %
A / A-1

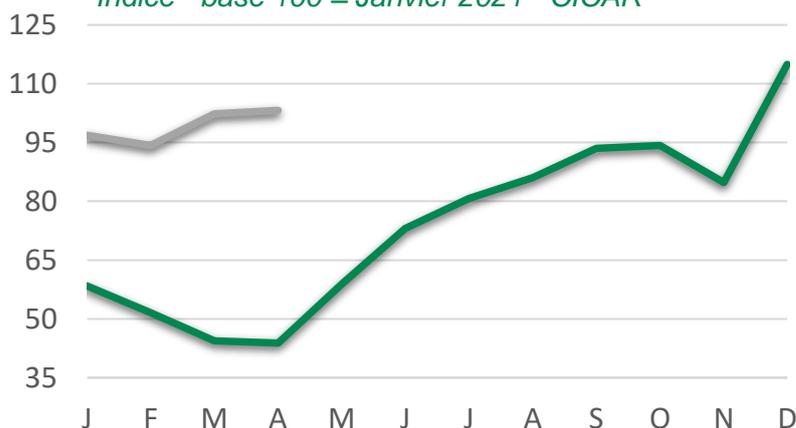
+ 31,5 %
Cumul 12 M

Les mises en place s'élèvent à 532 milliers de têtes hebdomadaires.

Au vu des stocks importants de viande, seule une embellie du marché permettra de tenir ce niveau élevé le reste de l'année.

ABATTAGE CANARDS A RÔTIR

Indice - base 100 = Janvier 2021 - CICAR



Avril 2024

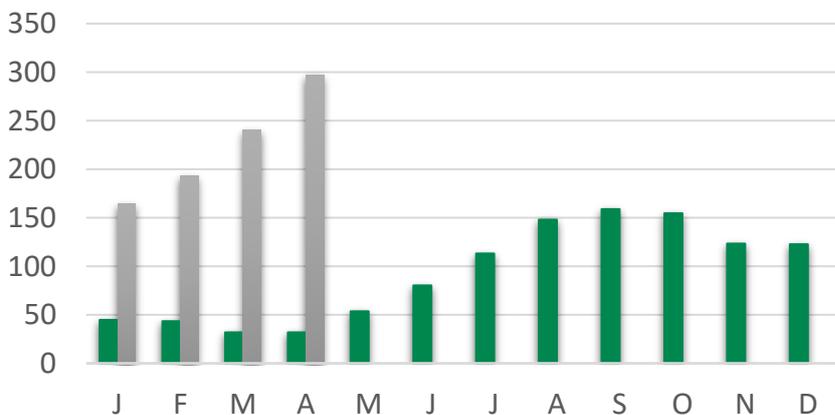
+ 132 %
A / A-1

+ 61,2 %
Cumul 12 M

Les abattages se maintiennent en ce début d'année mais ne reflètent qu'un niveau de mise en place important en fin d'année dernière. L'allongement des vides sanitaires actuels devrait infléchir le niveau des abattages dans les mois à venir.

STOCK DE VIANDE DE CANARD A RÔTIR

Indice - Base 100 = Janvier 2018 - CICAR



Avril 2024

+ 830 %
A / A-1

+ 23,4 %
M / M-1

L'accroissement des stocks de viande est préoccupant en ce début d'année 2024, conséquence d'un marché à l'export difficile (blocus de l'Angleterre) et de prix élevés sur le marché national.

— = année 2023

— = année 2024



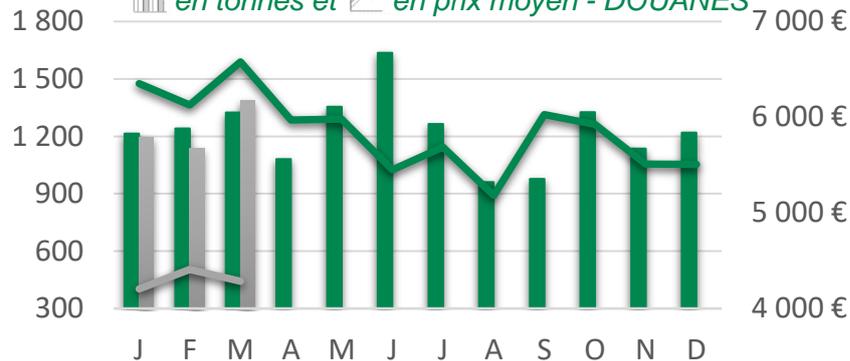


CHIFFRES FILIÈRE CANARD À RÔTIR



IMPORTATION

en tonnes et en prix moyen - DOUANES



Mars 2024

+ 4,8 % (T)
A / A-1

+ 2,3 % (T)
Cumul 12 M

3 721 tonnes de canards ont été importées sur les 3 premiers mois de l'année 2024, (- 59 tonnes comparé à 2023) pour une valorisation moyenne de 4 300 € la tonne (- 2 053€ à date par rapport à 2023).

EXPORTATION

en tonnes et en prix moyen - DOUANES



Mars 2024

+ 47,1 % (T)
A / A-1

+ 55,4 % (T)
Cumul 12 M

3 503 tonnes de canards ont été exportées sur les 3 premiers mois de l'année 2024 (+ 1 112 tonnes comparé à 2023) pour une valorisation moyenne de 7 110 € la tonne (- 2 944 € à date par rapport à 2023).

CONSOMMATION DES MÉNAGES

Indice - Base 100 = Janvier 2020 - KANTAR FAM



Mars 2024

+ 121 %
A / A-1

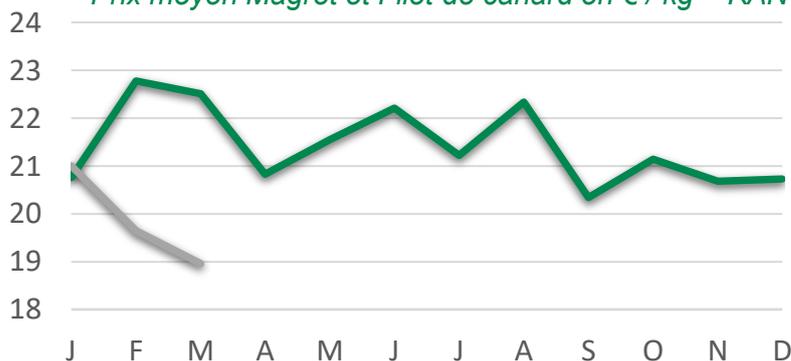
+ 37,6 %
Cumul 12 M

La consommation se maintient à la hausse avec la remise en rayon. La baisse de prix y participe.

Source Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

CONSOMMATION DES MÉNAGES

Prix moyen Magret et Filet de canard en €/kg - KANTAR FAM



Mars 2024

- 15,7 %
A / A-1

- 1,6 %
Cumul 12 M

Le prix du magret / filet baisse à 18,96 €/kg en mars 2024. Le prix de l'ensemble des découpes s'établit à 16,99 €/kg.

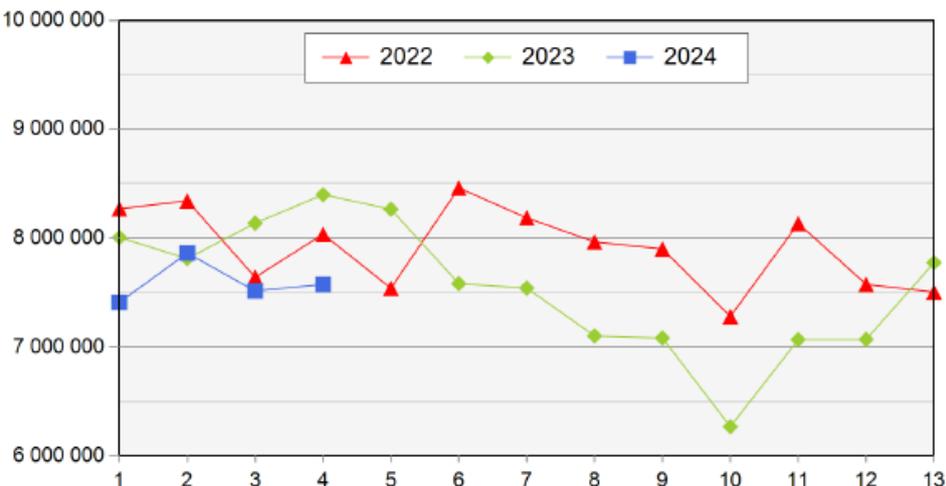
Source Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

— = année 2023 — = année 2024



MISE EN PLACE DE POULETS LABEL ROUGE

Estimations MEP en têtes / période (4 périodes) – SYNALAF

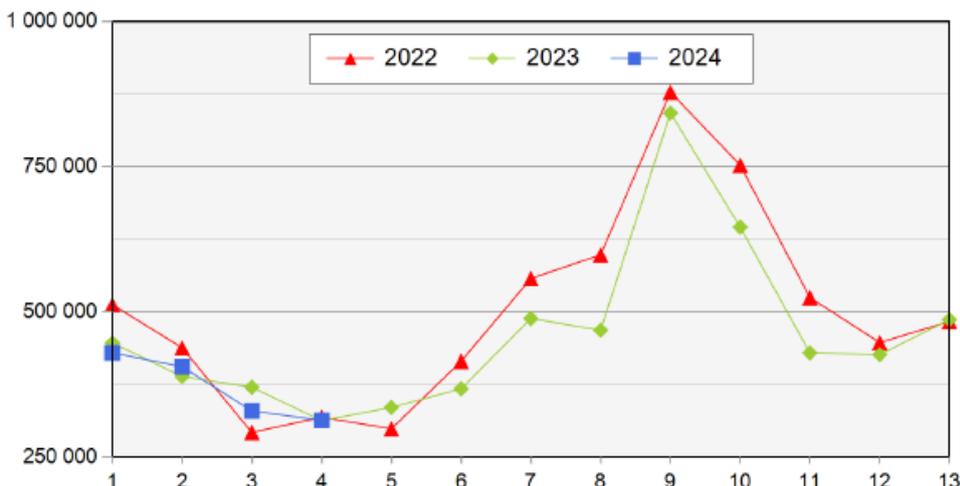


Au cours de ces 4 premières périodes de l'année 2024, les mises en place de volailles Label Rouge reculent de 5%/2023 soit environ 100 000 volailles en moins par semaine et une baisse similaire par rapport à 2022.

Les mises en place de poulets Label Rouge diminuent de 6% par rapport à 2023 (-114 000 poulets Label Rouge/semaine).

MISE EN PLACE DE PINTADES LABEL ROUGE

Estimations MEP en têtes / période (4 périodes) – SYNALAF



En ce qui concerne les mises en place de pintades, elles reculent également de 3%/2023 et de 5%/2022.

MISE EN PLACE DE POULETS BIOLOGIQUES

Estimations MEP en têtes / période (4 périodes) – SYNALAF

Durant ces 16 premières semaines de 2024, les mises en place de volailles biologiques sont en baisse de 1%/2023 et de -17%/2022 soit environ 29 400 volailles bio en moins depuis 2 ans.

Les mises en place de poulets bio reculent de 2%/2023 et de 17%/2022.

NB: L'observatoire du Synalaf représente les filières organisées de volailles Bio en France, soit la majorité de la production hexagonale.

